



## Pétition des Agents de la DGFIP du 64 et de leurs organisations syndicales

La France est toujours en proie à une grave crise économique résultant de la mise en œuvre d'un libéralisme non contrôlé. Malgré cela, les choix idéologiques de ce gouvernement se poursuivent dans le cadre de la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques qui programme des abandons de missions de service public, des fusions d'administrations et des fermetures de services. Le réel objectif poursuivi réside en la diminution massive des emplois de fonctionnaires.

Actuellement à la DGFIP, les services des Impôts et du Trésor sont confrontés à cette logique de réduction des dépenses publiques par la programmation du non remplacement des postes d'agents partant à la retraite et par l'abandon organisé de missions servant à justifier les suppressions de postes au travers de la mise en œuvre de services fusionnés (SIP et DLU).

Sur cette question cruciale de l'Emploi, depuis les 8 dernières années, les agents de la DGFIP ont supporté des restructurations de services incessantes et profondes qui se sont accompagnées déjà de massives suppressions d'emploi et qui ont dégradé gravement leurs conditions de travail.

**Plus aucune marge de manœuvre n'existe sans détruire le service public fiscal et de gestion publique auquel les citoyens et les collectivités territoriales sont attachés.**

Pour répondre aux besoins prioritaires de la société française, d'autres solutions alternatives existent. Les agents de la DGFIP n'acceptent plus que l'emploi public continue d'être utilisé par le gouvernement comme principale variable d'ajustement du budget de l'Etat sans aucune remise en cause de ses autres orientations idéologiques.

**Aussi, après avoir supporté 2 370 suppressions en 2009, les agents des impôts et du Trésor 64 soussignés exigent l'arrêt immédiat des 2 569 suppressions d'emploi (1 464 à la DGI et 1 105 à la DGCP ) soumises à l'avis du CTPC EMPLOIS du 30 novembre 2009 et l'ouverture de réelles négociations sur les missions, les structures et les emplois nécessaires à l'accomplissement d'un service public fiscal et de gestion publique de qualité et de proximité sur tout le territoire national.**

NOM PRENOM	SERVICE	SIGNATURE

